Parc national des Ecrins

le 28 août 2024

DÉCISION INDIVIDUELLE N° 19192250 portant autorisation de prises de vues et de sons professionnelles dans le cadre suivant : "Documentaire : Alpine Connections"

Pétitionnaire : Mme NOISILLIER Anouchka Laetitia Adelie (structure porteuse du projet : Société de production Mountain Life / agence LYMBUS Life)
Adresse : LE TRANSFO - 3 avenue des Harmonies - 74000 CRAN GEVRIER
Localisation du projet : Vallouise-Pelvoux, Dome des Ecrins ; Barre des Ecrins ,

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331 4-1, R.331-26, R.331-65 et R.331-68 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Écrins aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°19 et 25 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Considérant que le survol motorisé (y compris les drones) du cœur du parc national des Écrins à moins de 1000 m du sol est interdit ;

Considérant que le directeur peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles relatives aux prises de vue ou de son réalisées dans le cadre de : "réalisation de films, reportages ou documents didactiques, pédagogiques ou artistiques" ;

Considérant que la demande de prises de vues et de sons professionnelles dans le cœur du parc national des Écrins soumise le 20 août 2024 au bénéfice de Mme NOISILLIER Anouchka Laetitia Adelie (structure porteuse du projet : Société de production Mountain Life / agence LYMBUS Life), répond à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques, pédagogiques ou artistiques) » ;

Considérant que le coureur rallie les différentes ascensions en mobilité douce, qu'il sera équipé pour assurer sa sécurité sur glacier, qu'il sera accompagné pour les passages délicats d'un guide de haute montagne.

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande
Mme NOISILLIER Anouchka Laetitia Adelie est autorisé.e à effectuer dans le cœur du Parc national des Écrins des prises de vue et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales pour le projet suivant :
Nom du projet : "Documentaire : Alpine Connections"
Commune(s) : Vallouise-Pelvoux
Lieu(x)-dit(s) : Dome des Ecrins ; Barre des Ecrins

La présente autorisation est délivrée aux conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Effet
La présente autorisation est délivrée pour une durée de 2 jours entre le 29/08/2024 et le 31/08/2024 inclus, pour des prises de vues et de sons exclusivement et sans moyens de déplacement motorisés.
le matériel léger portatif est autorisé. Les prises de vues avec usage de drone sont interdites

En cas de nécessité de modifier le calendrier des prises de vues et de sons, le pétitionnaire devra impérativement en informer au préalable le Parc national.

La présente décision n'est ni cessible ni transmissible. Elle ne permet pas au pétitionnaire de céder les prises de vue à des tiers.

Le pétitionnaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du parc national des Écrins.

Article 3 : Prescriptions
La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

3.1. La présente autorisation est accordée pour une équipe de 6 personne(s),

3.2. Les prises de vue et de son seront organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit,

3.3. Absence d'utilisation de moyen ou chose de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux,

3.4. Interdiction de procédés de recherche ou l'usage d'engins, instruments, matériels ou appâts pour la prise de vue ou de son, de nature à nuire à la survie des espèces non domestiques,

3.5. La recherche, l'approche, notamment par l'affût et la poursuite d'animaux non domestiques ne sont pas autorisées,

3.6. Interdiction de tout moyen pour attirer la faune, notamment le nourrissage,

3.7. Interdiction de prises de vues et de sons pendant les périodes ou dans les circonstances où les espèces non domestiques sont particulièrement vulnérables,

3.8. Tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du parc national,

3.9. Les prises de vue et de son ne devront pas mettre en scène ou évoquer, de manière directe ou indirecte, des pratiques, usages ou activités contraires au caractère du Parc national et à la réglementation en vigueur,

3.10. La mention suivante devra accompagner toute représentation et reproduction des prises de vues et de sons : « images réalisées dans le respect des règles en vigueur dans le cœur du parc national des Écrins avec l'autorisation du directeur de l'établissement public »,

3.11. Ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que celui mentionné à l'article 1,

3.12. Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

3.13. Le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au nom respect de la réglementation,

3.14. L'utilisation de moyens aériens motorisés (drone, hélicoptère etc.) pour la réalisation des prises de vue et de son est proscrit ainsi que l'utilisation d'images réalisés par des tiers avec les mêmes moyens.

3.15. Ecueils, images et messages à éviter : la progression sur glacier sans sécurité. - la mise en avant trop singulière de la marque dans la zone coeur de parc (pas de zoom sur le logo dans les images du documentaire). - une dévalorisation de la pratique alpine progressive, plus lente et modérée. - une banalisation des risques en haute montagne. Eléments de langages issus de la charte du parc qu'il serait essentiel de porter à l'écran dans le documentaire : - Inciter les adeptes des activités de pleine nature à des pratiques respectueuses de l'environnement. - Porter un message inclusif, pour tous les publics, jeunes, familles nombreuses, personnes âgées, personnes handicapées (à mentionner quand le parc est cité) - Valoriser le patrimoine naturel et culturel, la pratique des guides de hautes montagnes, une approche progressive, la capacité adaptation, les connaissances historiques, la transmission, l'évolution en sécurité (encordement sur glacier, matériel d'alpinisme). - Valoriser les qualités humaines requises pour la pratique : observation, persévérance, écoute, communication, entraide, humilité. - Mettre en avant les refuges de haute montagne et les gardiens de refuge, présence vigilante, accueil, sécurité, renforcement du lien social, connaissance du milieu.

3.16. la promotion de la marque NNormal en zone Coeur du parc national des écrins est indertite ; la publications de contenus promotionnels avec des photos prises dans la zone cœur pour la marque NNormal. est interdite ; la prise de vue aérienne. est interdite.

3.17 le parc demande un droit de regard sur le montage final avant publication et que si les prescriptions ci-dessus ne sont pas respectées, la présente autorisation pourrait être rendue caduque et l'usage des images interdit, notamment la prépondérance d'un message commercial.

Article 4 : Indépendance des législations
La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national des Écrins pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

La violation de la réglementation applicable à la prise de vue et de sons en cœur de parc est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, conformément à l'article R.331-68, 6° du code de l'environnement.

Article 6 : Publication
La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement. (cf. : http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs).

Article 7 : Voies et délais de recours
La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui

la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Gap, le 27 août 2024
P/O Le Directeur adjoint du Parc national des Écrins,

Le Directeur

Ludovic SCHULTZ